

## *Stock de masques à La Poste*

# **Après le mensonge par omission, les contre-vérités de la direction**

**C o m m u n i q u é d e p r e s s e**

Notre communiqué, dans lequel nous annonçons avoir appris, de la bouche de la DRH du groupe La Poste, que le stock stratégique de plus de 24 millions de masques de l'entreprise avait été volontairement caché à l'Etat par crainte de réquisitions, a fait réagir la direction de l'entreprise.

Nous notons en premier lieu qu'à aucun moment elle ne dément formellement nos propos. Concernant le chiffre de 24 millions, elle n'infirme pas, elle se borne à « ne pas confirmer », tout en indiquant qu'environ la moitié de ce stock a été distribué dans les établissements postaux. Par ailleurs la CGT et FO confirment avoir, comme nous, tout récemment découvert l'existence de ce stock.

Concernant les propos de la DRH sur la nécessité de ne pas communiquer de chiffre, même chose. Les propos ne sont pas démentis. La direction louvoie en parlant de « polémique ridicule ». Mais Libération vient de confirmer, via sa rubrique CheckNews, que ces propos ont bel et bien été tenus.

Pourquoi autant de précautions langagières ? Tout simplement parce que ce que nous disons vrai. En revanche nous n'hésitons pas, nous à dire clairement qu'il y a des mensonges, et pas seulement par omission cette fois, dans les éléments de langage que La Poste a envoyés à la presse :

- elle affirme que des masques ont été distribués dans les clusters dès le 4 mars : faux ! Nos équipes peuvent en témoigner, ça n'a pas été le cas, dans le Morbihan, ne serait-ce que pour prendre un exemple.

- elle affirme que des masques ont été proposés, à partir du 20 mars, à « tout postier en contact avec le public » : faux, encore une fois ! Le 25 mars le PDG Philippe Wahl a certes annoncé aux organisations syndicales que les factrices et facteurs qui n'avaient pas de masques ne pourraient pas partir en tournée. Mais cette déclaration, faite près d'une semaine après la date indiquée par La Poste dans ses réponses à notre communiqué, n'a pas été suivie des faits, loin s'en faut. A l'heure où nous écrivons des postier·e·s, y compris en contact avec le public, ne bénéficient pas de masques.

Mais La Poste ne se contente pas de balancer des contre-vérités à la presse, elle en dit aussi à l'Etat ! Auditionnée le 1<sup>er</sup> avril par la Commission supérieure du numérique et des postes, à laquelle elle demande notamment de pouvoir « déroger aux règles d'ordre public et aux stipulations conventionnelles relatives à la durée du travail, au repos hebdomadaire et au repos dominical », elle déclare sans sourciller et contre toute évidence, que les masques sont à disposition des postier·e·s. Dans la même veine, la « mise en quatorzaine de toute l'équipe dès qu'un cas ou soupçon de maladie est décelé », mise en avant lors de la même audition, n'est pas conforme à la réalité du terrain, encore aujourd'hui ! Pas plus, en passant, que l'affirmation péremptoire selon laquelle les décisions prises l'ont

été « en concertation avec les organisations syndicales », alors que ces dernières se plaignent du manque de dialogue social et de transparence.

La Poste énonce des contre-vérités en ce qui concerne l'équipement en masques des postières et des postiers. Le fait est qu'elle n'a pas équipé nos collègues, qui sont confronté-e-s au risque de contagion, aussi tôt qu'elle le raconte, alors que le stock de masque, lui, existait. La Poste a énoncé des contre-vérités lors de son audience devant le Conseil supérieur du numérique et des postes le 1er avril, en présence de représentants de l'Etat. Au même moment, elle cachait à l'Etat la hauteur de son propre stock stratégique, alors que celles et ceux qui sont les plus exposé-e-s, à savoir les soignant-e-s, en manquaient (et continuent d'en manquer) cruellement. Un réel défaut de solidarité, en période de crise sanitaire.

Notre fédération a, le 6 avril, écrit à Bruno Lemaire, Ministre de tutelle, en l'appelant à prendre ses responsabilités. Nous n'avons à cette heure pas reçu de réponse, mais nous maintenons notre appel.

Paris le 8 Avril 2020